



Parc national  
du Mercantour

## Décision individuelle

**N° 2025-367**

**Pétitionnaire :** Métropole Nice Côte d'Azur – Direction exploitation et support des territoires – Service ouvrages d'art et falaises

**Adresse :** 5 rue de l'Hôtel de Ville, 06000 Nice

**Nature de la demande :** Survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national à des fins scientifiques

**Nom du projet :** Diagnostic géologique des zones d'éboulements

**Localisation :** Infrastructures routières métropolitaines – territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur

### La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la caducité de la décision n°2024-338 en date du 11 septembre 2024 autorisant le service ouvrages d'art et falaises de la direction exploitation et support des territoires de la Métropole Nice Côte d'Azur à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, dans le cadre de diagnostics géologiques par drone en cas de survenance d'éboulements impactant les infrastructures routières métropolitaines,

**Considérant** la demande formulée de renouvellement d'autorisation en date du 30 septembre 2025 par Monsieur Pierre-Alain JARDINET, géologue, représentant le service ouvrages d'art et falaises de la direction exploitation et support des territoires de la Métropole Nice Côte d'Azur,

**Considérant** que le service ouvrages d'art et falaises de la direction exploitation et support des territoires de la Métropole Nice Côte d'Azur est en charge des survols drone en cas de survenance d'éboulements sur les routes métropolitaines,

**Considérant** que ces missions de survol de drone sont nécessaires à la réalisation de missions scientifiques, à savoir des diagnostics géologiques, et concourent ainsi à la sécurité civile des infrastructures routières métropolitaines et de leurs usagers situées en aval des zones d'éboulements,

**Considérant** qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

**Considérant** qu'afin de répondre à des situations à caractère d'urgence de mise en sécurité des infrastructures routières métropolitaines, il s'agit d'autoriser ces survols drone pour une durée d'un an aux conditions définies par la présente,

**Considérant** toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période de reproduction,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

Le service ouvrages d'art et falaises de la direction exploitation et support des territoires de la Métropole Nice Côte d'Azur, est autorisé à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, dans le cadre de diagnostics géologiques par drone en cas de survenance d'éboulements impactant les infrastructures routières métropolitaines.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

#### **2.1 Éléments d'identification de l'aéronef :**

- nom du télépilote : JARDINET Pierre-Alain
- type d'appareil : drone DJI Mini 2 – gris
- n° de l'appareil : UAS-FR-321452

2.2. Le télépilote est tenu d'informer les services territorialement compétents, des dates ou périodes, des horaires et temps de vol, 24h à l'avance, et de se conformer aux prescriptions de survol édictées par les services territoriaux compétents.

Contacts : Service territorial Tinée :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr) ; 06.14.06.26.85

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr) ; 06.24.70.20.71

Service territorial Vésubie :

- chef de service par interim : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

- adjoint : LURION Raphaël ([raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr](mailto:raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr) ; 06 46 45 64 82)

2.3. Dans le cœur du parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors des zones définies à l'article 2.2 par les services territorialement compétents.

2.4. Le bénéficiaire évite tout dérangement de la faune en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol. Toute interaction (curiosité ou approche de la part d'un aigle ou autre rapace) est consignée par le bénéficiaire et transmise pour information au service du Parc national du Mercantour compétent territorialement.

2.5. Un bilan des survols effectués est adressé au siège du Parc national du Mercantour à l'échéance de la présente. Ce bilan précise le nombre de rotations, les dates, les horaires et temps de vol par opération géolocalisée et consigne les éventuelles interactions avec la faune.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de sa notification et pour une durée d'un an, à la condition expresse d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour de la date de déroulement de l'opération sur le terrain.

Cette information devra être effectuée au minimum 24h à l'avance par courriel, conformément aux dispositions de l'article 2.2. de la présente décision.

En cas d'intempéries, la modification des dates de survols est autorisée sous réserve d'informer le service territorial concerné, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Cette décision est renouvelable à la demande expresse du bénéficiaire sous réserve que les prescriptions édictées par la présente aient été respectées.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**


Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 01 octobre 2025

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



**Sandrine GRANDFILS**

Copie : Service territorial de la Tinée  
Service territorial de la Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.